



---

## DÉCLARATION

---

93/61

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DE L'HONORABLE ROY MacLAREN  
MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR  
DEVANT LE  
CONSEIL COMMERCIAL CANADA-CHINE

VANCOUVER (Colombie-Britannique)  
Le 13 novembre 1993

Monsieur le Président, distingués invités, Mesdames et Messieurs, c'est avec grand plaisir que je me trouve ici aujourd'hui pour vous adresser la parole à l'occasion de l'assemblée annuelle du Conseil commercial Canada-Chine. Ancien résident de Vancouver et diplômé de l'Université de la Colombie-Britannique, je suis également enchanté de revenir dans une ville qui, à mon avis, figure parmi les plus attachantes au monde.

Vancouver est une ville où les avantages des liens avec l'Asie sont omniprésents. Trop souvent, les Canadiens, comme la grenouille du vieil adage chinois, «regardent le ciel du fond d'un puits». Nous avons tendance à ne voir que les possibilités qui se présentent devant notre porte. Jusqu'à une date récente, on comptait peu d'entreprises qui osaient s'aventurer au-delà des marchés qui nous sont familiers. Nombre d'entre vous, qui possédez une riche expérience des affaires du Pacifique, ne serez aucunement surpris de m'entendre dire que la région de l'Asie-Pacifique, et en particulier la Chine, qui se situaient autrefois à la périphérie de notre champ de vision, occupent maintenant une place centrale dans notre vision de l'avenir.

S'il y a un message que je tiens à vous communiquer aujourd'hui, c'est que le nouveau gouvernement libéral se rend bien compte que le siècle du Pacifique est déjà amorcé. Mon parti a toujours reconnu l'importance de la région Asie-Pacifique. J'en veux pour preuve le fait que c'est un gouvernement libéral qui, sous Pierre Trudeau, à la fin des années soixante, a pris la décision hardie d'entamer des négociations en vue d'établir des relations diplomatiques avec la Chine. Cette décision a constitué une étape cruciale sur la voie de la fin de l'isolement de la Chine et de sa réintégration dans la communauté des nations. Lorsqu'il a reconnu la République populaire de Chine, le Canada a agi en chef de file, et non pas en suiveur. Notre gouvernement va, en ce qui concerne la région de l'Asie-Pacifique, poursuivre cette tradition d'ouverture sur l'avenir.

Nous allons promouvoir vigoureusement les intérêts du Canada dans l'Asie-Pacifique. C'est là une des raisons qui ont incité le nouveau gouvernement libéral à nommer un secrétaire d'État à l'Asie-Pacifique, relevant du ministre des Affaires étrangères. Nombreux parmi vous, j'en suis persuadé, sont ceux qui connaissent bien M. Raymond Chan, député de Richmond. Je sais qu'il jouera un rôle inestimable pour l'avancement des intérêts du Canada dans le bassin du Pacifique.

Je ferai de la politique commerciale dans l'Asie-Pacifique un dossier prioritaire. J'envisage avec intérêt la réunion de la semaine prochaine de l'APEC à Seattle, où je traiterai des barrières douanières et non douanières avec mes homologues de la région de l'Asie-Pacifique. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce va demeurer la pierre angulaire de

l'organisation du commerce mondial, mais l'APEC peut jouer un rôle important en répondant aux besoins régionaux.

Pour que le Canada soit un grand bénéficiaire, sur les plans économique, politique et social, du siècle du Pacifique, il faut nous assurer une présence active dans cette région dynamique à la croissance rapide. Il ne fait aucun doute que nous devons concentrer nos efforts dans deux domaines si nous voulons que le Canada connaisse du succès dans la région de l'Asie-Pacifique. Tout d'abord, il nous faut rehausser les compétences et la compétitivité des entreprises canadiennes sur ces marchés très complexes. Deuxièmement, il importe que nous accroissions notre part des exportations de technologies de pointe et de produits à valeur ajoutée.

Il est impératif, également, que nous encourageons les petites et moyennes entreprises à ne pas se limiter aux États-Unis lorsqu'elles envisagent d'exporter. J'entends me pencher sérieusement sur cette question dès le début de mon mandat. Il s'agira de déterminer si nous avons les bons programmes pour aider les petites et moyennes entreprises. Je saurais gré au Conseil commercial Canada-Chine de me donner son avis sur les moyens d'encourager et d'aider un plus grand nombre de compagnies canadiennes à pénétrer le marché de la Chine.

Mesdames et Messieurs, vous savez que mon gouvernement a axé sa campagne électorale sur la nécessité de créer des emplois et de redonner aux Canadiens confiance dans l'économie. Vous-mêmes, qui êtes ici présents, avez déjà joué un rôle important en concourant à une reprise économique reposant sur l'exportation. Nous savons tous que l'exportation est essentielle à notre survie. Environ le quart des emplois, au Canada, en sont directement tributaires; chaque tranche d'un milliard de dollars en nouvelles exportations crée de dix à quinze mille emplois.

Il n'existe pas de groupe de pays qui offre de meilleures perspectives pour l'expansion du commerce que ceux de la région de l'Asie-Pacifique. Ces pays sont en croissance rapide. Ils offrent des débouchés commerciaux potentiels de beaucoup supérieurs à ceux que nous pouvons trouver chez nos partenaires traditionnels. Si les entreprises canadiennes arrivent à soutenir la concurrence dans la région de l'Asie-Pacifique, elles peuvent l'affronter partout dans le monde. En outre, les fabricants et prestataires de services canadiens obtiendront ainsi des produits et des compétences qu'ils pourront exploiter sur d'autres marchés.

Je n'ai pas à vous rappeler que nos échanges transpacifiques sont depuis longtemps plus importants que notre commerce transatlantique - en fait, ils lui sont actuellement supérieurs de 50 p. 100 - ni que le bassin du Pacifique est devenu une source cruciale de nouveaux immigrants qui contribuent à la

revitalisation du Canada. Il suffit d'observer le dynamisme de la ville de Vancouver pour apprécier à sa juste mesure l'influence positive de l'Asie-Pacifique. D'ailleurs, les fort nombreux immigrants en provenance de cette région qui se sont établis sur la côte ouest du Canada sont, à mon sens, un des atouts les plus précieux dont notre pays dispose au moment où il cherche à s'implanter sur les marchés d'exportation de l'Asie-Pacifique. Disposant de relations familiales et d'une connaissance intime des langues et des cultures de cette partie du monde, ces Canadiens peuvent jouer un irremplaçable rôle d'intermédiaires.

Mesdames et Messieurs, un tour d'horizon, fût-il très bref, de l'évolution actuelle de la région de l'Asie-Pacifique confirme l'idée que cette région revêt une importance cruciale pour l'avenir économique du Canada. Tous les indicateurs relatifs à l'Asie-Pacifique dressent un bilan enviable sur les plans de la croissance et du dynamisme économiques. La Corée, Taïwan, Hong Kong et Singapour, les quatre premiers petits dragons, continuent d'enregistrer des taux de croissance dignes d'envie. Leur succès remarquable est en train de se propager dans toute l'Asie du Sud-Est, tout particulièrement en Thaïlande, en Malaisie et en Indonésie. La paix ayant été rétablie au Cambodge, le Vietnam restructure énergiquement son économie et tire parti des éléments essentiels qui ont contribué au déclenchement de la croissance à travers la région : bas niveau des salaires, niveau d'instruction élevé, discipline et motivation de la main-d'oeuvre. Le Vietnam attire actuellement un volume élevé d'investissements étrangers.

Et que dire du géant économique de la région, le Japon? Il est incontestable que ce pays, en dépit de sa maîtrise technologique et de sa puissance financière, subit les effets conjugués de la récession et de la restructuration de ses entreprises. Son taux de chômage devient préoccupant - il pourrait même atteindre 3 p. 100! Et pourtant, le Japon continue d'enregistrer des excédents de plus en plus élevés sur les plans du commerce et des capitaux. Si elle connaît provisoirement quelques ratés, l'économie japonaise demeure le moteur de la croissance économique dans la région de l'Asie-Pacifique. Elle est appelée à demeurer une source importante de capitaux pour le Canada et pour le reste du monde.

Et, comme le souligne le rapport du Forum Canada-Japon 2000, le Japon enregistre une croissance rapide de ses importations de produits fabriqués et de produits à valeur ajoutée. Le Plan d'action du Canada pour le Japon est conçu pour mettre les entreprises canadiennes en position de tirer parti de ces débouchés commerciaux incomparables. Le Japon reste le plus important marché des exportations canadiennes vers cette région et la troisième source, en importance, de l'investissement étranger direct chez nous; il se classe au deuxième rang pour ce

qui est des investissements de portefeuille et constitue notre plus importante source de recettes touristiques.

Et puis, il y a la Chine, le pays qui retient votre attention ici aujourd'hui. Puisque son taux de croissance va à nouveau dépasser les 10 p. 100 cette année, franchissant même la barre des 20 p. 100 dans le Sud, faut-il s'étonner de ce que le monde entier vienne frapper à la porte de la Chine? Pour l'année 1992, les contrats conclus prévoyaient des investissements de près de 70 milliards de dollars américains, dont 20 milliards, environ, ont été utilisés. De plus, la Chine est maintenant devenue une importante puissance commerciale. À l'échelle mondiale, elle a atteint le onzième rang et elle gagne rapidement du terrain.

Le marché chinois, qui ne représentait autrefois, pour beaucoup d'entreprises, qu'une chimère et une source de frustrations et de déceptions, est maintenant devenu réalité. Certes, ce marché continue de poser de grands défis même aux gens d'affaires les plus intrépides, mais les entreprises canadiennes du type de celles que vous représentez ici aujourd'hui ont pris conscience de ce potentiel et entrepris d'en tirer parti. L'an dernier, le total des échanges bilatéraux s'est établi à 4,6 milliards de dollars, un nouveau sommet. Du coup, la République populaire de Chine est devenue, par ordre d'importance, notre cinquième partenaire commercial. Les chiffres de 1993 sont légèrement inférieurs, en raison d'une baisse des livraisons de blé. Toutefois, ce qui est vraiment encourageant, c'est l'augmentation importante de la vente de biens manufacturés et de services enregistrée ces dernières années, phénomène qui vient s'ajouter à une forte croissance des investissements dans les deux sens.

L'intégration rapide de la Chine dans l'économie mondiale s'est accompagnée d'une symbiose encore plus dynamique entre les économies de la Chine continentale, de Taïwan et de Hong Kong. Par-delà ce phénomène, il faut souligner l'importance des liens ethniques et l'influence de la diaspora chinoise, laquelle, pour le plus grand bien du Canada, est bien implantée chez nous. Combien de nos concurrents français, allemands ou japonais peuvent se targuer d'avoir au sein de leur entreprise les compétences à propos de la Chine que les entreprises canadiennes ont la bonne fortune de posséder?

En ma qualité de nouveau ministre du Commerce international, je suis absolument résolu à mettre ma personne et les importantes ressources humaines de mon ministère à votre disposition afin que vous puissiez vous implanter sur les marchés de la région de l'Asie-Pacifique en général, et de la Chine en particulier.

Notre ambassadeur, M. Fred Bild, de même que mon équipe de collaborateurs de haut niveau à Ottawa et nos collègues de

Beijing, sont ici aujourd'hui pour partager avec vous leur expérience et leurs connaissances, et pour s'informer des besoins que vous aurez à l'avenir. Étant moi-même un ancien agent du service extérieur, je peux témoigner en pleine connaissance de cause du dévouement, des compétences et de l'expérience des hommes et des femmes qui, à l'étranger, s'emploient à accroître nos exportations. Je suis tout à fait disposé à faire de nouveau office de délégué commercial et à me rendre dans la région aussi souvent que possible afin d'appuyer votre action. Il est certain que la République populaire de Chine figurera en très bonne place sur la liste des pays où je souhaiterai me rendre. Lorsque je rencontrerai la ministre chinoise du Commerce extérieur et de la Coopération économique, madame Wu, la semaine prochaine, à Ottawa, je lui ferai part de mon désir de lui rendre visite à mon tour dans les meilleurs délais.

Dans les faits, il y a des limites à ce que le gouvernement peut faire pour favoriser les exportations vers les pays du Pacifique. Les entreprises et les organisations du secteur privé, comme le Conseil commercial Canada-Chine, sont la clé du succès à long terme. Lorsque le Conseil a été constitué, en 1978, seule une poignée d'entreprises canadiennes tentaient de se tailler une place sur un marché chinois encore limité. De nos jours, la Chine représente un marché pour un large éventail de biens et de services qui englobe toute la gamme des capacités canadiennes. Les entreprises canadiennes ont besoin de compétences et de conseils spécialisés, et leur appartenance à un conseil commercial bilatéral peut les leur procurer. En effet, les possibilités à exploiter aujourd'hui s'accompagnent du défi qui consiste à mieux définir votre rôle, à affiner vos instruments d'intervention et à élargir la composition de votre organisation. La demande de soutien sur le marché chinois n'a jamais été aussi forte qu'en ce moment.

Mesdames et Messieurs, en ma qualité de nouveau ministre, je peux m'engager à défendre les intérêts des exportateurs canadiens. Force est de reconnaître toutefois qu'au bout du compte, les secteurs public et privé devront unir leurs efforts et mettre en commun leurs ressources pour que nous puissions atteindre les objectifs qui nous sont communs. Les marchés de l'Asie-Pacifique et celui de la Chine sont riches de promesses et de possibilités. Cela dit, je ne suis pas sans savoir qu'il est parfois difficile de s'y faire une place. Cela demande un engagement à long terme et de la persévérance. Il nous faut adopter un approche du type «Équipe Canada» si nous voulons que notre action porte fruit. Cela s'applique, plus qu'à tout autre pays, à un marché comme celui de la République populaire de Chine, caractérisé par la férocité de la concurrence et, dans certains cas, par le fait que les règles du jeu ne s'appliquent pas forcément de façon uniforme à tous les participants.

Notre pays possède des compétences de niveau mondial dans un grand nombre de domaines où la Chine et les pays de l'Asie-Pacifique ont des besoins énormes, qu'il s'agisse des télécommunications, du secteur pétrolier et gazier, de l'énergie électrique, des transports, de l'extraction minière ou d'autres secteurs. Nous voulons vous aider à vous doter des instruments adéquats pour répondre à ces besoins. D'ailleurs, je vous invite à me communiquer vos observations sur la qualité des instruments actuels.

Mesdames et Messieurs, si je suis en ce moment sur la Côte Ouest, c'est en partie parce que, la semaine prochaine, à Seattle, j'assisterai en compagnie du Premier ministre à la réunion de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique, l'APEC. Comme je l'ai fait remarquer au début de mon allocution, il importe que le Canada soit présent et actif dans la région de l'Asie-Pacifique et ce, non seulement sur le plan bilatéral, mais aussi à l'échelle multilatérale.

Nous entendons jouer un rôle de premier plan au sein de l'APEC, dans laquelle nous voyons la plus importante instance multilatérale en gestation dans la région. Dans l'ensemble, le Canada souhaite que l'APEC se développe d'un point de vue institutionnel, de façon à mettre en place un cadre stable favorisant la coopération économique régionale, la libéralisation des échanges et des courants d'investissement, de même que la croissance.

Pour nous, l'APEC a pour mission de promouvoir la liberté du commerce dans toute la mesure du possible au moyen d'une libéralisation multilatérale, dont la première et principale condition est la conclusion de l'Uruguay Round. Cette organisation constitue également une tribune qui nous offre la possibilité de communiquer nos messages clés en ce qui concerne les questions commerciales et économiques stratégiques et d'apprendre à mieux comprendre les questions et les perspectives économiques de la région ainsi que leurs incidences pour le Canada.

Mesdames et Messieurs, le Canada a besoin d'un plus grand nombre d'entreprises comme les vôtres, oeuvrant en première ligne afin de promouvoir le commerce et de vendre des produits canadiens outre-mer. À titre de nouveau ministre du Commerce international, je tiens à réitérer mon désir et ma volonté d'oeuvrer avec vous dans cette optique. Encore une fois, je vous encourage à mettre notre personnel et nos services à contribution. J'entrevois avec beaucoup de plaisir la perspective de rencontrer un grand nombre d'entre vous personnellement au cours des mois qui viennent.

Les Chinois disent volontiers, en présence de circonstances favorables : «Gong shee fa tsai». Je crois que cette expression

signifie à peu près : «Félicitations et puissiez-vous gagner beaucoup d'argent». Je ne saurais imaginer de façon plus judicieuse de terminer une allocution devant les membres du Conseil commercial Canada-Chine. Je vous souhaite donc que votre assemblée annuelle et vos entreprises en Chine soient couronnées du plus grand succès possible et je vous remercie de m'avoir invité. «Gong shee fa tsai.»